

# La guerre économique et ses répercussions sur la société civile aux XXe et XXIe siècles

## Introduction

La « guerre économique » désigne l'utilisation de moyens financiers et commerciaux pour affaiblir un adversaire, en lieu et place (ou en complément) d'un conflit armé ouvert. Embargos, sanctions économiques, guerres commerciales, restrictions technologiques : autant d'outils déployés pour exercer des pressions sans recourir aux armes. Présentée souvent comme une alternative pacifique, la guerre économique n'en a pas moins des effets considérables – et souvent dévastateurs – sur les populations civiles. Des pénuries alimentaires aux crises monétaires, en passant par la détérioration de la santé publique et l'exode de populations, les **répercussions sociales, économiques, psychologiques, culturelles et démographiques** de ces conflits d'un genre nouveau méritent une analyse approfondie.

Ce rapport propose d'examiner ces répercussions à l'échelle mondiale, avec un accent sur la période contemporaine (XXe-XXIe siècles) tout en rappelant quelques précédents historiques pertinents. Nous articulerons l'étude autour des principaux instruments de la guerre économique (sanctions, embargos, guerres commerciales, restrictions technologiques...) et de cas concrets emblématiques (sanctions contre l'Iran, la Russie, Cuba, guerre commerciale américano-chinoise, effets de la mondialisation et du découplage technologique). Chaque exemple sera mis en perspective à la lumière de concepts théoriques issus de l'économie politique, des relations internationales, de la sociologie ou de l'histoire, afin de dégager les dynamiques de fond à l'œuvre. Un effort particulier est fait pour structurer l'analyse avec des sections claires, un tableau comparatif et, lorsque pertinent, des données chiffrées ou graphiques, pour en améliorer la lisibilité.

## Définition et contexte historique de la « guerre économique »

Si le terme de *guerre économique* s'est popularisé surtout à l'époque moderne, le concept en lui-même n'est pas nouveau. Dès l'Antiquité et le Moyen Âge, les sièges de cités assiégées visaient à affamer l'ennemi – une forme primaire de guerre par privation économique. Plus tard, les blocus continentaux napoléoniens et le blocus naval britannique contre la France (1806-1814) ou le blocus maritime de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale illustrèrent l'usage stratégique de l'arme économique. Ces exemples historiques montrèrent déjà l'impact dramatique sur les populations civiles : durant l'hiver 1917 en Allemagne (surnommé « *hiver du navet* »), des centaines de milliers de personnes souffrirent de malnutrition en raison du blocus allié qui interrompait l'approvisionnement en denrées.

Au XXe siècle, l'idée d'utiliser des sanctions économiques multilatérales pour prévenir les guerres a émergé après la Première Guerre mondiale. Le président américain Woodrow Wilson voyait dans le boycott économique une arme redoutable capable de « *ramener une nation à la raison tout comme la suffocation ôte à un individu toute envie de se battre... Appliquer ce remède économique, pacifique, silencieux et mortel, et il n'y aura pas besoin de la force* » <sup>1</sup>. Ainsi, le Pacte de la Société des Nations (1919) prévoyait déjà des sanctions collectives contre tout État agresseur, considérant cette pression économique comme « **l'alternative libérale à la guerre** » <sup>2</sup>. Cependant, dans l'entre-deux-guerres, les sanctions de la SDN (par exemple contre l'Italie après l'invasion de l'Éthiopie en 1935) s'avérèrent peu efficaces pour stopper les agressions, tout en pénalisant durement les économies et populations visées.

L'embargo pétrolier américain contre le Japon en 1941, quant à lui, précipita l'entrée en guerre du Japon plutôt que sa reddition, montrant que ce « remède silencieux » pouvait aussi provoquer l'escalade militaire qu'il était censé éviter.

Après 1945, avec la Guerre froide, la guerre économique prend de nouvelles formes. Le monde bipolaire voit s'installer des **blocs économiques rivaux** : blocus américain contre Cuba dès 1962 dans le contexte de la confrontation Est-Ouest, embargo occidental sur les technologies stratégiques à destination du bloc soviétique (via l'accord CoCom), **sanctions internationales limitées** (par exemple contre la Rhodésie de Ian Smith dans les années 1960, ou l'Afrique du Sud de l'apartheid, où l'isolement économique contribua à exercer une pression morale et financière sur le régime ségrégationniste). Parallèlement, les **armes économiques offensives** furent aussi utilisées par des pays non occidentaux : le **choc pétrolier de 1973**, déclenché par l'embargo de l'OPEP en représailles au soutien occidental à Israël, montra que des États producteurs pouvaient « prendre en otage » l'économie de pays développés – provoquant inflation, pénuries de carburant et récession dans de nombreux pays importateurs. Cet événement souligne que la guerre économique est un jeu à multiples acteurs, pouvant provenir de coalitions de pays du Sud comme du Nord.

À la fin du XXe siècle et au début du XXIe, la mondialisation accrue des échanges a rendu les nations plus **interdépendantes**, mais aussi potentiellement plus vulnérables aux mesures économiques coercitives. Les sanctions sont alors devenues un outil de politique étrangère de plus en plus prisé, en particulier par les États-Unis. On estime que le nombre de sanctions américaines en vigueur a augmenté de plus de **900 % depuis le début du XXIe siècle** <sup>3</sup>, les dirigeants américains y voyant un moyen d'**agir sans engager de troupes**, conformément au souhait de leur opinion publique d'éviter les interventions militaires directes. Désormais, les États-Unis, l'Union européenne et l'ONU recourent régulièrement à des sanctions financières et commerciales (contre l'Iran, l'Irak, la Corée du Nord, la Libye, etc.), tandis que les puissances émergentes n'hésitent pas à employer elles aussi des leviers économiques (pensons aux représailles commerciales de la Chine ou de la Russie vis-à-vis de pays critiques à leur égard). La **période contemporaine** voit donc se multiplier les épisodes de guerre économique, qu'il s'agisse de **sanctions internationales coordonnées** (par ex. le large régime de sanctions contre la Russie depuis 2022), de **guerres commerciales bilatérales** (États-Unis vs Chine dès 2018), ou encore de « **découplage** » **technologique et financier** orchestré par les grandes puissances pour des motifs de sécurité nationale.

En somme, la guerre économique s'est imposée comme un prolongement de la diplomatie et des rivalités de puissance, avec ses propres armes et stratégies. Reste à comprendre **comment ces conflits économiques affectent concrètement les sociétés civiles** à travers le monde – sujet auquel nous nous consacrons à présent, en examinant successivement les instruments employés et leurs impacts multidimensionnels.

## Les instruments modernes de la guerre économique

Sous le terme générique de guerre économique se profile une diversité d'**instruments** aux logiques parfois distinctes. Les principaux engins de cette guerre d'un genre nouveau sont : **(1)** les sanctions commerciales et financières (incluant embargos, gels d'avoirs, restrictions bancaires), **(2)** les guerres tarifaires et autres mesures protectionnistes offensives, et **(3)** les restrictions technologiques (contrôles à l'exportation, interdictions d'investissement, etc.), sans oublier **(4)** certaines manœuvres monétaires ou énergétiques (telles que les manipulations de devises ou les « armes du gaz et du pétrole »). Nous passons en revue ces instruments, en les illustrant d'exemples concrets.

## Sanctions économiques et embargos

Les **sanctions économiques** consistent en la **suspension délibérée de relations commerciales ou financières** habituelles avec un État (ou entité) ciblé <sup>2</sup> . Elles peuvent être décidées par une instance multilatérale (ONU, UE) ou imposées unilatéralement par un pays (typiquement, les États-Unis). L'outil peut prendre la forme d'un embargo général (interdiction quasi-totale de commerce, comme entre les États-Unis et Cuba depuis 1962), de sanctions commerciales sectorielles (par exemple embargo sur les armes, sur le pétrole, etc.), de **sanctions financières** (gel des avoirs d'un gouvernement, exclusion du système bancaire international SWIFT, restrictions sur les investissements), ou de **sanctions individuelles ciblées** (v. gr. gels des avoirs et interdictions de visa pour des dirigeants). L'objectif affiché est **d'affaiblir l'économie de l'État visé pour le contraindre à changer de comportement politique**, le tout sans confrontation militaire directe. En pratique toutefois, ces mesures exercent une **pression extrême sur les sociétés et les populations** du pays ciblé, dans l'espoir que la grogne intérieure force les dirigeants à céder. Cette logique fut résumée crûment par l'architecte de la stratégie de sanctions contre l'Iran, Richard Nephew, affirmant qu'« *une sanction efficace est celle qui inflige de la douleur – de manière stratégique et soutenue* » <sup>4</sup> .

Historiquement, les embargos et sanctions ont été employés dans de nombreux conflits ou crises : l'embargo américain contre le **Cuba communiste** (instauré en 1962) est l'un des plus durables au monde, visant à isoler économiquement le régime castriste. De même, dès 1979, les États-Unis ont sanctionné la **République islamique d'Iran**, avec un durcissement notable dans les années 2000 autour de la question nucléaire. Le **régime d'apartheid sud-africain** fut soumis dans les années 1980 à des sanctions internationales (qui, combinées à la résistance interne, contribuèrent à sa chute). Dans les années 1990, l'ONU imposa des sanctions globales contre l'**Irak** de Saddam Hussein après l'invasion du Koweït – un cas marquant pour leurs conséquences humanitaires catastrophiques (voir plus loin). Plus récemment, la palette des sanctions s'est élargie : **Corée du Nord** (pour la prolifération nucléaire), **Syrie** (répression de la population), **Venezuela** (dérive autoritaire), et bien sûr **Russie** (annexion de la Crimée en 2014 puis invasion de l'Ukraine en 2022) ont fait l'objet de vagues successives de sanctions occidentales.

Notons qu'après les excès des sanctions généralisées des années 1990 (l'Irak ayant démontré que **frapper un pays entier équivalait à affamer sa population sans forcément ébranler son régime**), la communauté internationale a cherché à affiner l'outil via les « **sanctions ciblées** » ou « **smart sanctions** ». Celles-ci visent théoriquement les responsables (gel de leurs avoirs, interdiction de transactions internationales, interdiction de voyager) plutôt que l'économie toute entière. En pratique cependant, **même des sanctions ciblées ont des effets diffus sur la population** du fait de l'intégration économique : ainsi, même conçues pour minimiser le tort aux civils, *il est quasiment impossible de concevoir des sanctions qui atteignent leurs buts sans infliger de dégâts significatifs aux populations* <sup>5</sup> <sup>6</sup> . Par exemple, exclure un pays du système bancaire (même en exemptant formellement les biens humanitaires) paralyse de facto ses importations de médicaments.

Un **débat** perdure quant à l'efficacité réelle de ces sanctions : certains analystes jugent qu'elles permettent d'afficher une fermeté morale à moindre coût (pour le pays sanctionneur) mais **n'atteignent que rarement leur objectif politique** (changement de régime ou de politique du pays sanctionné). Des études estiment que le taux de succès complet des sanctions est faible (souvent cité autour de 20 à 30 % des cas). En revanche, les **conséquences humaines et sociales** dans le pays visé, elles, sont systématiques et souvent sévères, au point que des auteurs parlent des sanctions comme d'« **une guerre par d'autres moyens** » – possiblement *aussi létale que la guerre armée* <sup>7</sup> . Nous détaillerons ces conséquences dans la section sur les impacts.

## Guerres commerciales et mesures protectionnistes offensives

La **guerre commerciale** se manifeste principalement par une **surenchère de tarifs douaniers ou de barrières commerciales** entre puissances économiques. Dans ce cas, l'arme est le **droit de douane** (ou quota) frappant les importations de l'adversaire, afin de renchérir ses produits, protéger ses propres industries et créer un rapport de force. Historiquement, l'usage agressif de tarifs a été illustré par la loi Hawley-Smoot (1930) aux États-Unis, qui érigea de hautes barrières tarifaires en pleine Grande Dépression – entraînant des mesures de rétorsion de nombreux partenaires et aggravant l'effondrement du commerce mondial. Cet épisode a servi de repoussoir, incitant l'après-guerre à promouvoir le libre-échange via le GATT/OMC. Néanmoins, au XXI<sup>e</sup> siècle, on assiste au **retour du protectionnisme stratégique** chez certaines grandes puissances, parlant ouvertement de « guerre commerciale ».

Le cas emblématique est la **guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine** entamée en 2018. L'administration du président Donald Trump, invoquant le déficit commercial américain massif et des pratiques déloyales chinoises (subventions, transferts forcés de technologie, contrefaçon, etc.), a imposé des vagues successives de droits de douane punitifs sur les produits chinois (25 % de taxe additionnelle sur **plus de 300 milliards \$ d'importations** chinoises) <sup>8</sup> <sup>9</sup>. Pékin a répliqué par des surtaxes sur **110 milliards \$ de produits américains** (ciblant notamment les produits agricoles comme le soja, pour frapper la base électorale de Trump). Cette escalade tarifaire – la plus vaste de l'histoire commerciale récente – a été partiellement figée par un *accord de phase 1* signé début 2020, dans lequel la Chine s'engageait à augmenter ses achats de biens américains, sans toutefois annuler la majorité des tarifs en place.

Les effets de cette guerre commerciale ont été étudiés de près par les économistes. **Les consommateurs américains** ont dans l'ensemble **supporté le coût des tarifs via la hausse des prix** à l'importation, les exportateurs chinois n'ayant pas significativement baissé leurs prix hors-tarif – les droits de douane ont été répercutés presque intégralement dans le prix final <sup>10</sup>. Autrement dit, ce sont bien les ménages et entreprises importatrices américaines qui ont payé le « tribut » de la guerre commerciale sous forme de renchérissement des produits (électroménager, électronique, etc.). Par exemple, une étude de 2021 a calculé que les politiques tarifaires de Trump avaient coûté environ **245 000 emplois aux États-Unis** (baisse des exportations et hausse des coûts pour les industries consommatrices d'importations) <sup>11</sup>. Les secteurs exportateurs américains (notamment l'agriculture) ont souffert de la perte du marché chinois, obligeant le gouvernement à verser des aides publiques aux agriculteurs pour compenser en partie les pertes.

Du côté chinois, l'impact direct sur la croissance a été modéré à court terme (la Chine ayant stimulé son économie intérieure pour compenser, et diversifié partiellement ses sources d'importations, par ex. en important plus de soja du Brésil à la place des États-Unis). Cependant, l'incertitude créée a pesé sur l'investissement, et certains **secteurs manufacturiers tournés vers l'export ont ralenti**. La guerre commerciale a également accéléré des tendances de **délocalisation hors de Chine** : des multinationales, redoutant des droits de douane durables, ont déplacé une partie de leurs chaînes d'approvisionnement vers des pays tiers (Asie du Sud-Est, Mexique, etc.). Par exemple, la production de certains biens électroniques s'est redéployée en partie au **Vietnam**, qui a vu sa part dans les importations américaines de produits comme les smartphones nettement augmenter (la part du Vietnam dans les importations de téléphones des États-Unis est passée de <10 % à ~22 % en quelques années) <sup>12</sup>. Cette diversion des échanges montre que la guerre commerciale a été en quelque sorte **« gagnée » par des pays tiers** qui ont récupéré les parts de marché perdues par la Chine, tandis que les consommateurs américains payaient plus cher sans nécessairement relocaliser des usines aux États-Unis. En somme, la guerre commerciale USA-Chine a eu des **coûts économiques bilatéraux** (réduction du revenu réel dans les deux pays <sup>10</sup>), sans résoudre le contentieux de fond sur les pratiques chinoises

(peu de changements structurels) ni le déséquilibre commercial global (le déficit américain s'est reconstitué via d'autres partenaires).

Néanmoins, du point de vue **géopolitique et symbolique**, cette guerre commerciale a marqué un tournant : la première économie mondiale affichant explicitement sa volonté de freiner l'ascension de la deuxième par des moyens économiques coercitifs. Cela s'est doublé d'un discours de « désengagement » vis-à-vis des chaînes de valeur jugées trop dépendantes de la Chine, au nom de la sécurité nationale – annonce d'une possible **fragmentation de la mondialisation en blocs concurrents** (nous y reviendrons).

## Restrictions technologiques et « découplage » technologique

Liée à la guerre commerciale, la **guerre technologique** constitue un front spécifique de la guerre économique contemporaine. Il s'agit pour un État de **priver son rival de l'accès aux technologies avancées** (matériels ou savoir-faire) afin de ralentir son développement économique et militaire. Cela passe par des **contrôles à l'exportation** renforcés sur les produits à double usage (civil et militaire), des **listes noires** empêchant les entreprises nationales de collaborer avec certaines entités étrangères, des **restrictions d'investissement** (blocage de fusions-acquisitions ou de participations étrangères dans des secteurs stratégiques), voire la **pression sur des pays tiers** pour qu'ils excluent les technologies du rival.

Depuis la fin des années 2010, on observe clairement une volonté de « **découplage technologique** » **entre les États-Unis et la Chine** <sup>13</sup> <sup>14</sup> . Concrètement, les États-Unis ont multiplié les mesures pour **empêcher la Chine d'acquérir des technologies de pointe** : interdiction faite en 2019 aux entreprises américaines de vendre des composants ou logiciels critiques à des géants chinois comme **Huawei** (leader de la 5G) ou **ZTE** ; réglementation en 2020-2021 interdisant l'exportation vers la Chine de certains semi-conducteurs avancés et équipements de fabrication de puces, étendue drastiquement en octobre 2022 (visant à bloquer l'accès de la Chine aux puces de dernière génération nécessaires à l'IA) <sup>15</sup> . Parallèlement, des alliés ont été convaincus de **bannir Huawei de leurs réseaux 5G** pour raisons de sécurité (cas du Royaume-Uni, de l'Australie, etc.), poussant la Chine à dénoncer une « ostracisation » technologique. La Chine de son côté a lancé dès 2015 un plan stratégique (*Made in China 2025*) pour **réduire sa dépendance aux technologies étrangères** en développant son industrie nationale des composants, robots, véhicules électriques, etc. <sup>13</sup> . Elle a également imposé ses propres restrictions (par ex. des contrôles à l'export sur les terres rares, matériaux critiques dont elle est le premier producteur, ou plus récemment sur certains métaux utilisés dans les semi-conducteurs).

Le « **découplage** » technologique fait peser des risques économiques importants. D'une part, il **force les pays à dupliquer des infrastructures technologiques** au lieu de bénéficier d'économies d'échelle mondiales – ce qui induit des surcoûts et une perte d'efficacité. Le **FMI** et l'OMC ont alerté sur le fait qu'une fragmentation de l'économie mondiale en blocs étanches pourrait entraîner des **pertes de bien-être pouvant atteindre 8 à 12 % du PIB** dans certaines régions, notamment les pays à faible revenu, du fait de la moindre diffusion des technologies et de la hausse des coûts <sup>16</sup> . D'autre part, les pays en développement risquent de se trouver **contraints de choisir un camp technologique** (occidental ou sino-centré) et d'en subir les conséquences. Par exemple, des pays qui cherchaient à attirer les investissements chinois en télécoms ou en intelligence artificielle pourraient se voir pressés par les États-Unis de renoncer à ces partenariats (on l'a vu avec la pression américaine pour exclure Huawei, au risque de renchéir le déploiement de la 5G) <sup>17</sup> . Cette situation rappelle la logique de la Guerre froide, où chaque bloc technologique cultivait son pré carré, et où les pays tiers « non-alignés » tentaient de garder accès aux deux côtés. Aujourd'hui, face au découplage, certains pays prônent un **nouveau non-alignement** visant à maintenir des relations économiques avec toutes les grandes puissances afin de ne pas sacrifier leur développement <sup>18</sup> <sup>19</sup> .

En termes d'impact, les **restrictions technologiques** ont déjà eu des effets sensibles sur les entreprises et les sociétés civiles : ainsi, lorsque Huawei a été coupé d'Android/Google en 2019, des centaines de millions de consommateurs hors de Chine ont vu l'écosystème d'applications de leur smartphone bouleversé, et Huawei a dû développer en urgence son propre système (avec une expérience utilisateur dégradée dans un premier temps). L'interdiction d'exporter des puces américaines vers la Chine a non seulement affecté les fabricants chinois (dont certains se sont retrouvés en rupture d'approvisionnement), mais aussi les **entreprises américaines elles-mêmes**, qui ont perdu un important marché (les fabricants de puces comme Qualcomm, Nvidia, ou Intel ont chiffré en milliards de dollars le manque à gagner). En retour, la Chine a intensifié ses investissements publics pour fabriquer ses propres semi-conducteurs, ce qui prendra du temps et impliquera des coûts élevés – possiblement répercutés sur les consommateurs chinois si les produits locaux sont plus chers ou moins performants à moyen terme.

Au-delà du cas Chine-USA, on peut citer d'autres exemples de restrictions technologiques en guise d'arme économique : l'**embargo technologique occidental contre la Russie** après 2022 a privé l'industrie russe de composants critiques (puces, machines-outils, logiciels), paralysant certains secteurs (fabrication automobile, haute technologie) et empêchant la maintenance de produits courants (les avions civils russes ne peuvent plus facilement obtenir de pièces détachées). L'effet sur la société russe est indirect mais réel : baisse de la qualité ou de la disponibilité de certains biens (voitures moins sûres faute d'électronique, avions immobilisés, équipements médicaux plus difficiles à renouveler, etc.). Les **réseaux Internet** eux-mêmes deviennent un enjeu : certains pays visés par des sanctions renforcent un *internet souverain* pour réduire leur dépendance (la Russie et l'Iran limitent les services étrangers et développent des alternatives locales, avec un impact sur la liberté d'information des citoyens).

En somme, la restriction technologique est une forme de guerre économique pointue, visant **le futur d'une nation (son développement scientifique, son innovation)** autant que son présent. Ses retombées se font sentir à plus long terme sur la compétitivité et la modernisation de la société civile du pays visé.

**(Encadré):** *Notion de « Weaponized interdependence »* – Des politologues ont théorisé le concept d'**interdépendance instrumentalisée** pour décrire comment les grandes puissances utilisent les **nœuds du réseau économique mondial comme des armes**. Par exemple, la domination américaine sur le système financier international (dollar, banques correspondantes, Swift) lui permet de sanctionner unilatéralement des pays en menaçant toute entité tiers de représailles financières si elle commerce avec le pays ciblé. Cette « arme financière » tire sa puissance de l'interconnexion des marchés : plus un pays est intégré, plus il est vulnérable à l'en être brutalement exclu. De même, la Chine peut se servir de sa position dominante sur certains marchés (terres rares, panneaux solaires) pour mettre la pression. Cette réalité de la mondialisation contemporaine montre que **la dépendance économique mutuelle, loin de garantir la paix, peut être exploitée pour exercer une coercition d'un genre nouveau** <sup>20</sup> <sup>21</sup> .

## Répercussions de la guerre économique sur la société civile

Après avoir passé en revue les différentes formes de guerre économique, nous analysons maintenant leurs **répercussions sur la société civile**, en distinguant plusieurs dimensions : économiques, sociales (et humanitaires), psychologiques (et culturelles), enfin démographiques. Malgré la diversité des contextes (embargo de longue durée, sanctions ciblées, guerre commerciale, etc.), un constat général s'impose : **les populations civiles en subissent invariablement les contrecoups**, souvent de manière disproportionnée par rapport aux objectifs politiques poursuivis. Comme le souligne une revue d'études sur le sujet, **il est illusoire de penser que l'on puisse « cibler » un pays sans faire souffrir ses**

**habitants** tant les économies sont intégrées : « *étant donné la nature interconnectée de l'économie globale, il est quasiment impossible de concevoir des sanctions qui atteignent leurs objectifs sans infliger un tort significatif aux civils* » <sup>5</sup> . Détaillons ces impacts dans chaque domaine.

## Conséquences économiques internes et globales

Les premières conséquences d'une guerre économique sont évidemment **économiques** : baisse de la production, du commerce et du revenu dans le pays visé, déséquilibres macroéconomiques, mais aussi effets induits sur l'économie du ou des pays sanctionneurs et sur l'économie mondiale.

– **Recul du PIB et du commerce** : Priver un pays d'échanges et d'investissements se traduit mécaniquement par une contraction de son économie. Ainsi, les sanctions occidentales massives décrétées contre la **Russie** en 2022 ont entraîné une entrée en récession de son économie (PIB en baisse estimée de **2,1 % sur 2022** selon FMI, BM et OCDE) <sup>22</sup> . Son commerce extérieur a chuté (en 2022, -15 % sur les importations et -8 % sur les exportations russes d'après le FMI) <sup>23</sup> , signe que l'isolement commence à produire son effet. De même, l'**Iran**, soumis à des vagues de sanctions depuis 2012 (puis à nouveau après 2018), a vu son PIB chuter lourdement en périodes de sanctions intenses et sa monnaie perdre plus des deux tiers de sa valeur, provoquant récession et inflation. Le **Venezuela**, cible de sanctions pétrolières américaines depuis 2017, a connu un effondrement spectaculaire : son PIB a été réduit de plus de moitié en quelques années, aggravant une crise économique déjà en cours.

– **Inflation et déstabilisation monétaire** : La **raréfaction des importations** du fait d'un embargo ou de sanctions cause souvent des **pénuries** de certains biens sur le marché intérieur, donc une **hausse des prix**. Par exemple, en Iran, l'embargo pétrolier et financier a drastiquement réduit les devises entrantes ; le rial iranien s'est effondré, provoquant une **inflation galopante** qui atteint régulièrement des dizaines de pourcents annuels, érodant le pouvoir d'achat des ménages et leurs épargnes. Au **Zimbabwe**, les sanctions occidentales combinées à de graves erreurs de politique interne ont conduit dans les années 2000 à une hyperinflation historique (pire que celle de Weimar) qui a ruiné la population <sup>24</sup> . Même dans des pays plus développés comme la Russie, les sanctions de 2022 ont fait flamber temporairement l'inflation (atteignant ~17 % mi-2022, un record depuis les années 1990) – les prix des produits alimentaires et manufacturés importés augmentant fortement après la chute du rouble. Pour contenir cette inflation, les banques centrales des pays sanctionnés doivent hausser brutalement leurs taux d'intérêt, ce qui contracte encore l'activité économique. La perte de confiance peut également mener à la **dollarisation informelle** : au Venezuela ou en Iran, la population cherche refuge dans le dollar ou l'euro pour se protéger de la monnaie locale dépréciée, ce qui affaiblit davantage le contrôle économique par l'État.

– **Chômage et désindustrialisation** : Les sanctions visant des secteurs clés (industrie pétrolière, défense, etc.) provoquent l'arrêt de nombreux projets et la perte de marchés, se traduisant par des **licenciements massifs**. En Russie, le départ ou la fermeture de plus de **1 000 entreprises étrangères** en 2022 (du fait des sanctions ou par choix volontaire) a mis au chômage technique des centaines de milliers de salariés (ex. les usines automobiles Renault et Toyota fermées, etc.). En Iran, la réduction des exportations pétrolières – poumon de l'économie – a asséché tant de revenus que les chantiers se sont arrêtés et des milliers de PME dépendantes de la demande publique ont fermé. À Cuba, l'embargo de longue durée a figé l'économie dans un état de sous-développement relatif, avec un **tissu industriel atrophié** et une incapacité à attirer des investissements étrangers significatifs : résultat, des opportunités d'emplois limitées poussant beaucoup de jeunes à émigrer.

– **Effets sur les pays sanctionneurs et le reste du monde** : Contrairement à une idée reçue, la guerre économique n'est pas sans coût pour ceux qui la mènent. **Imposer un embargo peut se retourner contre l'embargueur** en privant ses entreprises de débouchés ou d'approvisionnements. Par exemple,

la guerre commerciale États-Unis-Chine a réduit les exportations agricoles américaines, affectant durement les fermiers (nécessitant un plan d'aide gouvernemental de 28 milliards \$ pour les dédommager). Les sanctions contre la Russie ont contribué à la flambée des cours mondiaux du gaz et du pétrole en 2022, ce qui a alimenté l'inflation en Europe et aggravé les difficultés énergétiques dans les pays en développement importateurs (beaucoup ont subi des coupures d'électricité et un renchérissement de leur facture d'importation). Certes, des réajustements s'opèrent : la Russie a redirigé en partie son pétrole vers l'Inde ou la Chine, et l'Europe a trouvé de nouveaux fournisseurs de gaz, mais souvent à prix plus élevés, payés in fine par les consommateurs. **La fragmentation du commerce mondial** induite par des sanctions généralisées peut aussi entraîner une **perte d'efficacité globale** : l'OMC a observé qu'en dépit de la guerre en Ukraine, le commerce mondial a continué de croître en 2022 en volume, grâce à des réallocations (le blé ukrainien remplacé par le blé d'autres pays, etc.), et a même contribué à stabiliser les prix alimentaires mondiaux <sup>25</sup>. Cependant, maintenir des flux avec plus de frictions et de détours a un coût : transport plus long, investissements redondants... D'où les estimations de pertes de bien-être évoquées plus haut (jusqu'à 12 % dans certains scénarios de « découplage » intégral) <sup>16</sup>.

– **Économie grise et contournements** : Face aux sanctions, des **économies parallèles** émergent souvent. Contrebande, marchés noirs, usage de devises ou de crypto-actifs pour contourner les interdits – autant de phénomènes qui redistribuent les cartes économiques. Souvent, ce sont des groupes ou individus bien connectés (parfois liés au régime) qui profitent de ces circuits illégaux, accumulant de vastes profits pendant que le reste de la population s'appauvrit. En Irak dans les années 1990, le programme Pétrole contre Nourriture a été miné par la corruption, créant une classe d'intermédiaires enrichis. En Iran, les pasdarans (Gardiens de la Révolution) ont pris le contrôle de pans de l'import informel sous sanctions, renforçant leur poids économique interne. Ainsi, les sanctions peuvent **transformer la structure socio-économique** en renforçant les acteurs les plus aptes à les contourner (souvent les plus autoritaires), au détriment des autres.

En somme, sur le plan économique, la guerre économique se traduit par une **forte contraction de l'activité dans le pays ciblé**, un **choc inflationniste** et une **dégradation des conditions de vie matérielles**, avec des **répercussions en chaîne** sur les échanges mondiaux. Même si les États visés adaptent leur économie (substitution par des productions locales ou d'autres partenaires), c'est généralement au prix d'une moindre efficacité et d'investissements de détournement coûteux. Les économies sanctionnantes, quant à elles, subissent aussi des pertes (certains secteurs en pâtissent, les consommateurs aussi dans le cas des guerres tarifaires). L'ensemble du système économique international, enfin, perd en intégration et en croissance potentielle.

## Conséquences sociales et humanitaires

Les dommages économiques évoqués ci-dessus se traduisent directement dans le **quotidien des populations**, sur le plan social et humain. Là où la guerre économique frappe, on voit apparaître des **pénuries de biens essentiels**, une **dégradation des services de base (santé, éducation)** et souvent une **crise humanitaire larvée**. Ces effets ont conduit certains à qualifier les sanctions globales de forme de « **punition collective** » infligée aux peuples. Voici les principaux constats documentés :

– **Santé publique en crise** : L'impact sur la santé est un des plus tragiques. En empêchant l'importation de médicaments, d'équipements médicaux ou de pièces de rechange, les sanctions peuvent **paralyser les systèmes de santé**. À **Cuba**, l'embargo américain complique depuis des décennies l'accès à certains médicaments de pointe ou appareillages (imagerie médicale, etc.), contribuant à des pénuries qui mettent en danger les patients. Récemment, des observateurs notaient que **les restrictions américaines découragent voire empêchent la vente à Cuba de matériel médical essentiel, entraînant un manque de ressources vitales pour les soins** <sup>26</sup>. Gail Reed, fondatrice d'une ONG



médicale, souligne que cette politique **met particulièrement en péril la santé des femmes, des enfants et des personnes atteintes de cancers ou de VIH** <sup>26</sup> . De même, en **Iran**, l'embargo financier a indirectement entravé l'importation de certains médicaments vitaux (chimiothérapies, traitements pour maladies rares), car même si ces produits ne sont pas sanctionnés *in fine*, les banques refusent souvent les transactions liées par peur des pénalités américaines. En **Corée du Nord**, 70 ans de sanctions et d'isolement ont laissé le système de santé exsangue, incapable de répondre aux besoins de base : **accès très limité aux médicaments, hôpitaux sous-équipés**, ce qui a contribué à une situation sanitaire médiocre avec tuberculose endémique, malnutrition infantile et espérance de vie basse <sup>27</sup> . Dans le cas extrême de l'**Irak** (1990-2003), les sanctions globales de l'ONU, combinées aux destructions de la guerre du Golfe, ont provoqué l'effondrement du système hospitalier et des réseaux d'eau potable. Des études estimèrent **qu'au moins un demi-million d'enfants irakiens sont morts des suites de ces sanctions dans les années 1990** (maladies, malnutrition) <sup>28</sup> . Ce chiffre glaçant – bien qu'il fasse débat – illustre l'ampleur du désastre humanitaire. Comme l'a noté un examen critique, *empêcher l'accès d'une population à la nourriture ou aux soins n'est pas moralement supérieur à cibler des civils par la guerre* <sup>29</sup> . En **Syrie**, après plus d'une décennie de conflit, les sanctions occidentales (notamment le Caesar Act américain de 2019) **entravent la reconstruction des hôpitaux, des écoles et des infrastructures civiles** en menaçant de sanctions quiconque financerait ou aiderait ces travaux <sup>30</sup> . Les ONG humanitaires rapportent que les sanctions compliquent l'acheminement d'aide, retardent la livraison de machines médicales (par peur des fournisseurs d'enfreindre les règles), etc. Ainsi, des familles syriennes se retrouvent sans chauffage l'hiver faute de carburant autorisé, et les ONG peinent à reconstruire des maisons même après la fin des combats <sup>30</sup> <sup>31</sup> .

– **Alimentation et malnutrition** : La guerre économique peut conduire à la **faim** tout comme la guerre militaire. En **1974-75**, la fermeture du port de Chittagong à cause de sanctions américaines (entre autres facteurs) a exacerbé la famine au Bangladesh naissant. Plus près de nous, les sanctions financières contre le **Venezuela** depuis 2017 ont dramatiquement aggravé l'insécurité alimentaire : privées de revenus pétroliers (90 % des devises du pays) et d'accès aux crédits internationaux, les autorités n'ont pu maintenir les importations de nourriture. Résultat, en quelques années, la **proportion de la population en sous-nutrition a explosé**, atteignant près d'un tiers. Une étude de 2019 par des économistes (Weisbrot et Sachs) a attribué aux sanctions **40 000 décès supplémentaires en un an** (2017-2018) au Venezuela, en grande partie via l'augmentation de la mortalité liée à la malnutrition et à l'absence de médicaments <sup>32</sup> . Les enfants en bas âge sont les plus touchés : les taux de retard de croissance (stunting) ont monté en flèche. En **Corée du Nord**, on l'a mentionné, la malnutrition chronique depuis des décennies (en partie liée aux sanctions et à l'isolement, en partie à la mauvaise gestion) a laissé des séquelles sur des générations (faible stature moyenne, etc.). En **Yémen**, l'embargo partiel imposé par la coalition saoudienne dans le cadre de la guerre civile a contribué à créer l'une des pires crises de famine actuelles, même si c'est un cas mixte guerre militaire/guerre économique. **Empêcher l'entrée de nourriture ou d'engrais** (comme ce fut temporairement le cas en Syrie ou au Yémen) est une arme aussi meurtrière que des bombardements. L'ONU et la Croix-Rouge ont alerté sur ce point, insistant sur la nécessité d'exempter strictement l'aide humanitaire de tout régime de sanctions – ce qui existe sur le papier mais reste problématique en pratique (surplus de zèle des banques et entreprises qui évitent tout commerce, y compris humanitaire, avec les pays sanctionnés).

– **Éducation et tissu social** : Sur le plan social, les sanctions peuvent aussi **étouffer le système éducatif et culturel** d'un pays. Par exemple, à Cuba, le manque de ressources financières imputable à l'embargo a entraîné un sous-investissement dans les écoles, les universités, le matériel pédagogique et a **freiné les échanges académiques** avec l'étranger <sup>33</sup> . De nombreux chercheurs ou étudiants cubains ne peuvent accéder à certaines revues ou bases de données payantes, ni collaborer facilement avec des collègues internationaux, ce qui **isole intellectuellement** la communauté et ralentit le progrès scientifique. En Iran, on a observé le même phénomène : des étudiants incapables de payer les frais d'inscription à des conférences internationales (impossibilité de transférer de l'argent depuis l'Iran), des

abonnements à des revues scientifiques non disponibles faute de paiement, sans parler de la **fuite des cerveaux** (voir section démographie) qui prive les universités de talents. Sur un autre registre, les **sanctions renforcent parfois le contrôle social du régime** : à Cuba, en Corée du Nord ou en Iran, les gouvernements ont utilisé l'état de siège économique pour justifier un **tour de vis autoritaire**, restreignant davantage les libertés au nom de la « sécurité nationale » et de la lutte contre des conspirations étrangères. Comme le note un rapport européen, *les difficultés économiques peuvent être exploitées par les gouvernements pour resserrer leur emprise, réprimer la dissidence et limiter l'espace de la société civile* <sup>34</sup>. Autrement dit, **les sanctions risquent d'involontairement consolider les régimes autoritaires**, en leur fournissant un bouc émissaire extérieur pour expliquer la misère et en décourageant la population – qui, accaparée par la survie quotidienne, a moins d'énergie pour revendiquer des droits politiques.

– **Crises humanitaires et migrations** : Lorsque les effets économiques et sociaux atteignent un certain seuil, on bascule dans la **crise humanitaire**. C'est le cas en **Venezuela**, où la combinaison de l'effondrement économique interne et des sanctions a provoqué une **crise migratoire** majeure : plus de **7 millions de Vénézuéliens (un quart de la population) ont quitté le pays** ces dernières années, fuyant la pénurie de nourriture et de soins – c'est l'un des plus vastes exodes de population de l'histoire récente <sup>35</sup>. La **Syrie** offre un autre exemple : la guerre civile a déplacé des millions de personnes ; les sanctions prolongées empêchant la reconstruction et la reprise économique, beaucoup de Syriens hésitent à rentrer d'exil, et ceux restés sur place vivent dans une précarité extrême, dépendant de l'aide. Ainsi, les sanctions peuvent **prolonger les souffrances bien après la fin des conflits** armés, retardant le retour à la normale. Le **Haut-Commissariat de l'ONU aux Réfugiés (HCR)** et d'autres organismes ont souligné que la détérioration des conditions de vie due aux sanctions alimente les flux migratoires et rend plus difficile la protection des réfugiés.

En somme, du point de vue social et humanitaire, la guerre économique frappe au **cœur de la vie quotidienne** : on a faim, on tombe malade faute de médicaments, on subit des coupures d'électricité, on voit l'école de son enfant manquer de tout, on fait la queue des heures pour du pain ou du carburant. Ce tableau n'est pas de la fiction : c'est la réalité qu'ont vécue des millions de personnes sous différents régimes de sanctions ou d'embargo. Ces conséquences soulèvent d'évidentes questions éthiques et juridiques, certains allant jusqu'à parler de **violation des droits de l'homme** à grande échelle. Chaque année, d'ailleurs, l'Assemblée générale de l'ONU vote très majoritairement des résolutions condamnant l'embargo américain contre Cuba – en 2022, **183 pays ont qualifié ce blocus de « cruel et illégal »** en raison des privations qu'il impose aux Cubains <sup>36</sup>. De même, l'**envoyée spéciale de l'ONU sur l'impact des sanctions unilatérales** (Mme Alena Douhan) a produit des rapports critiquant les sanctions contre des pays comme l'Iran, le Venezuela ou la Syrie, estimant qu'elles **aggravent les calamités préexistantes et violent les droits à la santé et au développement des peuples** <sup>37</sup>. Malgré ces appels, les grandes puissances continuent de recourir aux sanctions, mettant en avant la **nécessité politique** tout en promettant d'en limiter les effets humanitaires – promesse souvent démentie par les faits sur le terrain.

## Conséquences psychologiques et culturelles

Au-delà des aspects matériels, la guerre économique exerce une **pression psychologique considérable** sur les individus et laisse aussi son empreinte sur la culture et le tissu moral de la société. Vivre sous embargo ou sous sanctions modifie la façon dont les gens se perçoivent, perçoivent autrui et envisagent l'avenir. Voici quelques dimensions psychologiques et culturelles notables :

– **Stress, anxiété et détresse morale** : Plusieurs études en psychologie et santé publique ont documenté une **augmentation des troubles mentaux** dans les populations sous sanctions. Une **revue systématique** de 2022 rapporte que dans près de la moitié des études examinées, on observe un

**accroissement des problèmes de santé mentale** (dépression, anxiété, troubles de l'adaptation, addictions) en lien avec le contexte de sanctions <sup>38</sup> <sup>39</sup>. Les causes identifiées sont le **stress économique** (perte d'emploi, insécurité financière), la **baisse du niveau de vie** et les **choix limités pour survivre**, engendrant un sentiment d'impuissance <sup>40</sup>. Par exemple, en Iran, les entretiens avec des habitants révèlent une profonde **angoisse face à l'avenir incertain**, beaucoup décrivant un sentiment d'étouffement et de désespoir en voyant la situation empirer et leurs projets de vie (études, mariage, carrière) s'effondrer dans l'instabilité économique. Ce **traumatisme psychologique collectif** peut perdurer sur plusieurs générations si les sanctions se prolongent, créant ce que certaines chercheurs appellent un état de « *trauma répété* ». En Iran encore, la période des sanctions *maximum pressure* a coïncidé avec la pandémie de Covid-19, de graves sécheresses et des troubles politiques – un enchaînement de crises que l'anthropologue Yarimar Bonilla qualifierait de « **essaim de désastres** » s'abattant sur la population <sup>41</sup>. Dans ce contexte, les Iraniens oscillent entre **colère contre le régime** (qu'ils accusent d'échec économique et de répression) et **colère contre l'étranger** (accusé d'asphyxier le pays) – un déchirement psychologique ajouté à la détresse matérielle.

– **Sentiment d'isolement et atteinte à la dignité** : Les sanctions brisent souvent les liens d'un pays avec le reste du monde, ce qui peut engendrer chez ses habitants un **sentiment d'isolement** et même d'**humiliation**. Être **mis au ban de la « communauté internationale »** est vécu douloureusement par beaucoup, notamment les élites intellectuelles et culturelles qui se voient traiter en parias. L'écrivain cubain, l'étudiant iranien ou le cinéaste syrien ressentent l'embargo comme une double peine : non seulement leur vie quotidienne est plus dure, mais on leur ferme aussi les portes du monde (visa refusé, impossibilité de voyager, suspicion généralisée). Des sociologues parlent d'une « **atteinte à la dignité et à l'identité** » infligée par les sanctions, qui semblent signifier : « Vous êtes toxiques, vous n'avez pas votre place parmi nous » <sup>42</sup> <sup>43</sup>. Ce ressentiment peut avoir des effets profonds. D'un côté, il peut nourrir une **affirmation identitaire renforcée** : par exemple, face au discours occidental les présentant comme « états voyous », les Iraniens ou les Nord-Coréens peuvent revendiquer fièrement leur culture et leur souveraineté, refusant de plier. Cela s'est vu dans la valorisation d'un discours de « **résistance** » (économie de résistance en Iran, *juche* en Corée du Nord exaltant l'autosuffisance). D'un autre côté, cette stigmatisation peut aussi **miner l'estime de soi collective** et créer un complexe d'infériorité ou un repli paranoïaque. Dans certains cas, la société développe une mentalité de siège, se persuadant d'être assiégée par un ennemi impitoyable – ce qui peut paradoxalement **renforcer la cohésion interne** (on serre les rangs face à l'ennemi extérieur) *ou* au contraire **diviser** (certains blâmant le régime, d'autres les puissances étrangères, entraînant des fractures d'opinion).

– « **Rally around the flag** » vs. colère populaire\* : **Psychologiquement, un effet bien connu des sanctions est parfois le \*«ralliement au drapeau»**. Attaquée économiquement, une partie de la population se solidarise avec son gouvernement par patriotisme, même si elle le critiquait auparavant. C'est ce qu'ont recherché par exemple les autorités russes en 2022 : face aux sanctions occidentales, le Kremlin a mis en avant la nécessité d'être unis et a intensifié sa propagande nationaliste, ce qui a initialement suscité un sursaut de soutien chez certains Russes (estimant que l'Occident veut détruire la Russie). On a observé un phénomène similaire en Iran dans les années 1980 pendant la guerre Iran-Irak couplée aux sanctions américaines : une **fierté nationale** à résister à l'ennemi faisait écran aux doléances internes. Cependant, cet effet peut être **temporaire** : lorsque les difficultés durent et que l'horizon ne s'éclaircit pas, la **colère populaire** finit souvent par pointer, y compris contre le régime en place accusé de mauvaise gestion ou d'entêtement idéologique. Par exemple, à Cuba, l'argument du « blocus impérialiste » a longtemps justifié patience et sacrifices, mais 60 ans plus tard, beaucoup de Cubains – tout en condamnant l'embargo – reprochent aussi à leur gouvernement de ne pas avoir su réformer l'économie. En Iran, de même, lors des grandes manifestations de 2019 (hausse du prix de l'essence) ou 2022 (contestations après la mort de Mahsa Amini), le slogan « Nos ennemis ne sont pas en Amérique, ils sont ici » a été scandé, signe qu'une partie de la population en veut d'abord à ses dirigeants. Ainsi, la guerre économique crée un **climat psychologique volatile** : phases d'union

nationale, puis phases de frustration explosive, souvent réprimées violemment (d'ailleurs facilitées par l'état d'urgence économique).

– **Impact culturel et mémoire collective** : À plus long terme, les périodes de sanctions laissent une **empreinte durable dans la culture** d'un pays. Elles deviennent un élément de la **mémoire collective** : en Irak, la génération ayant grandi dans les années 1990 se souvient de l'époque des sanctions comme d'une « période sombre » de privations et de stagnation ; à Cuba, le « *Période spéciale* » des années 1990 (après la chute de l'URSS et le durcissement de l'embargo) a marqué les esprits par son extrême austérité. Ces souvenirs alimentent la littérature, le cinéma, la musique de ces pays, souvent sous forme de récits de débrouillardise, de sacrifice ou de tragédie. Par ailleurs, l'isolement culturel peut avoir des effets ambivalents : d'un côté, il **freine les échanges artistiques et l'enrichissement mutuel** (moins de tournées musicales internationales, moins de films étrangers autorisés, etc.), ce qui peut entraîner un certain **repli culturel**. D'un autre côté, il peut aussi **stimuler la créativité locale** par nécessité (les artistes créent avec les moyens du bord, le public développe un goût pour sa production nationale faute d'importations). On l'a vu à Cuba où la musique et la danse locales ont prospéré malgré l'embargo, ou en Iran où le cinéma a gagné une reconnaissance mondiale paradoxalement durant les années d'isolement. Cependant, cela ne doit pas occulter le sentiment chez beaucoup de vivre dans une « **prison culturelle** » : par exemple, les jeunes Iraniens contournent la censure d'Internet pour consommer la pop culture mondiale, mais se sentent exclus des rencontres internationales, des concerts de leurs stars favorites, etc.

En définitive, la dimension psychologique et culturelle de la guerre économique est celle d'une **société placée sous un stress permanent**, privée de certaines libertés d'échange, et qui doit reconstruire un récit soit de résistance héroïque, soit de victimisation, pour donner sens aux épreuves endurées. Comme le résume un article critique, « *les sanctions ciblent la mémoire, l'identité, la dignité – des composantes de ce qu'on pourrait appeler l'infrastructure civilisationnelle d'une nation. À long terme, les connaissances qui se perdent, les échanges culturels annulés, les vies fauchées faute de médicaments, tout cela ébrèche l'héritage et la cohésion qui fondent une société* » <sup>44</sup>. Cette phrase forte souligne que la guerre économique ne détruit pas seulement des indicateurs économiques, **elle peut aussi éroder l'âme d'un peuple**.

## Conséquences démographiques

Enfin, la guerre économique a des effets notables sur la **dynamique démographique** des pays et régions concernées. Bien qu'indirects, ces effets peuvent remodeler la population d'un pays sur le long terme :

– **Migration et exode** : C'est sans doute l'impact démographique le plus visible. Face à la détérioration brutale des conditions de vie, de nombreuses personnes font le choix de partir vers l'étranger. On a déjà mentionné le cas du **Venezuela**, où l'exode a atteint un niveau historique (plus de 6 ou 7 millions de personnes parties depuis 2015, principalement vers les pays voisins). Cet exode concerne souvent les **plus jeunes et les plus qualifiés**, entraînant un grave problème de *brain drain* (*fuite des cerveaux*) pour le pays d'origine. Au **Cuba**, l'embargo et la stagnation ont poussé depuis les années 1960 des vagues de Cubains à l'émigration (vers les États-Unis notamment) – on estime à ~15-20 % la proportion de Cubains vivant hors de l'île, ce qui a vieilli la population restée sur place et créé une diaspora importante. La **Russie**, depuis l'instauration des sanctions en 2014 puis surtout 2022, connaît également une émigration notable : on estime qu'entre **650 000 et 1 000 000 de Russes** ont quitté le pays depuis le début de la guerre en Ukraine (beaucoup en 2022 lors de la mobilisation militaire) <sup>45</sup>. Là encore, il s'agit majoritairement de jeunes diplômés, d'entrepreneurs, de membres des classes moyennes urbaines – soit les forces vives qui manquent d'autant à l'économie et à la société civile russe. **L'Iran** subit aussi depuis des années une fuite des jeunes qualifiés (ingénieurs, médecins...) vers l'Occident ou

les pays du Golfe, accélérée pendant les périodes de crise (beaucoup d'étudiants qui partent ne reviennent pas, faute de perspectives dans un Iran sanctionné). Ces mouvements de population privent les pays sanctionnés de ressources humaines essentielles à la reconstruction ou au simple fonctionnement de la société (médecins, professeurs, informaticiens...). Par contraste, les pays d'accueil voient arriver une main-d'œuvre souvent bien formée – par exemple, l'exode russe de 2022 a apporté des dizaines de milliers d'informaticiens en Arménie, en Géorgie, en Turquie ou dans l'UE, modifiant le paysage démographique de ces pays.

– **Déclin de la natalité et transformations familiales** : Les crises économiques prolongées s'accompagnent généralement d'une **baisse du taux de natalité** (les gens repoussant l'idée d'avoir des enfants dans un contexte si incertain). À Cuba, le taux de fécondité est tombé bien en dessous du seuil de remplacement, en partie car les jeunes couples émigrent ou hésitent à fonder une famille dans la précarité de l'embargo. En Iran, on observe également une chute récente de la natalité, que certains attribuent à la « *désespérance* » économique des jeunes générations (malgré une politique nataliste du régime). Par ailleurs, les sanctions peuvent **séparer des familles** – soit parce que l'un des membres part à l'étranger pour gagner de quoi envoyer de l'argent (cas fréquent des Cubains ou des Vénézuéliens expatriés), soit parce que les restrictions de visas empêchent les visites. Des diasporas se forment et la cellule familiale traditionnelle se trouve distendue géographiquement. Sur le plan démographique toujours, la **mortalité accrue** due aux pénuries (voir section santé) peut réduire l'espérance de vie. Le **Zimbabwe** sanctionné a vu son espérance de vie chuter dans les années 2000 (croisant avec l'épidémie de VIH), et ce n'est qu'après une stabilisation relative et l'aide internationale qu'elle a remonté. De même, l'Irak sous sanctions a connu un recul de l'espérance de vie. Ainsi, on constate parfois un **ralentissement de la croissance démographique** voire une **décroissance** dans les pays sévèrement frappés (Cuba stagne à ~11 millions d'habitants depuis des décennies, le Venezuela a vu sa croissance démographique s'effondrer récemment, la population de la Moldavie sanctionnée dans les années 1990 a diminué fortement, etc.).

– **Urbanisation et déplacements internes** : Une guerre économique peut aussi **redistribuer la population à l'intérieur du pays**. Par exemple, la désindustrialisation due aux sanctions peut vider certaines villes de leurs habitants (exode rural ou vers l'étranger). À l'inverse, la quête de ressources peut concentrer les populations dans les capitales où l'économie de pénurie est un peu plus gérable (marché noir plus fourni). En Syrie, les sanctions combinées aux destructions de guerre ont vidé de nombreuses localités, les survivants se rassemblant dans quelques centres urbains ou camps. Le tissu démographique national s'en trouve modifié, avec de potentielles tensions sur les infrastructures des zones d'accueil.

En résumé, la guerre économique laisse aussi sa marque sur la **composition et la répartition des populations**. Elle **exacerbe l'émigration**, souvent définitive, des actifs et des jeunes – hypothéquant la reprise ultérieure. Elle **affaiblit le renouvellement des générations** sur place. Elle crée des **diasporas** qui, certes, envoient parfois des remises de fonds pour soutenir les familles (comme les exilés cubains ou iraniens), mais qui peuvent aussi symboliser le découragement d'une partie de la nation face à l'avenir chez elle. La dimension démographique est cruciale car elle conditionne le futur : un pays vidé de sa jeunesse et de ses talents entre dans un cercle vicieux de stagnation.

## Études de cas comparatives

26 46 *Tableau : Exemples de mesures de guerre économique et leurs effets sur la population civile.*

| Cas (pays & période)  | Mesures économiques imposées   | Conséquences sur la société civile   |
|---|--|--|
| <b>Cuba (1962–présent)</b>                                  | Embargo commercial et financier imposé par les États-Unis  | Vie quotidienne marquée par des pénuries de nourriture, de médicaments et d'équipements médicaux <sup>26</sup> . Secteur éducatif isolé et sous-financé <sup>33</sup> . Aucun changement de régime obtenu ; au contraire, le gouvernement a consolidé son pouvoir en restreignant la société civile et en invoquant le blocus comme justificatif <sup>34</sup> .   |
| <b>Iran (1979–présent)</b>                                  | Sanctions internationales (ONU jusqu'en 2016) et sanctions unilatérales américaines accrues après 2018   | Inflation galopante et effondrement de la monnaie nationale, plongeant une grande partie de la population dans la pauvreté <sup>47</sup> . Accès restreint aux biens essentiels (nourriture, eau, médicaments), compromettant la santé publique <sup>48</sup> . Le « maximum pressure » (2018–2020) a affaibli la classe moyenne, rendant la population plus dépendante de l'État et aggravant la répression politique <sup>49</sup> .   |
| <b>Russie (2014; 2022–présent)</b>                          | Sanctions économiques et technologiques imposées par les pays occidentaux (après Crimée 2014, puis invasion de l'Ukraine 2022)   | Récession relative : PIB en baisse de 2,1 % en 2022 <sup>22</sup> , commerce extérieur réduit <sup>50</sup> . Inflation élevée et baisse du pouvoir d'achat. Départ de centaines de milliers de Russes – cadres, diplômés – fuyant le contexte économique et politique <sup>45</sup> . Isolement technologique (difficulté d'accès aux composants et logiciels occidentaux), incitant à des alternatives nationales souvent coûteuses.   |
| <b>Venezuela (2017–présent)</b>                             | Sanctions américaines et européennes ciblant le pétrole, les banques et les dirigeants (pour contestation électorale)  | Aggravation de l'effondrement économique : le PIB a chuté de plus de 75 % en quelques années. Hyperinflation et pénuries provoquant une crise humanitaire (hausse de la mortalité, malnutrition infantile) <sup>35</sup> <sup>31</sup> . Une étude a estimé 40 000 décès supplémentaires en un an dus aux sanctions <sup>32</sup> . Exode massif de la population (plus de 6 millions de personnes, créant une crise migratoire régionale) <sup>35</sup> .   |
| <b>Guerre commerciale (États-Unis vs. Chine, 2018–2020)</b> | Hausse réciproque des droits de douane sur des centaines de milliards de dollars d'échanges ; restrictions sur les technologies (ex : interdiction de Huawei, contrôle des semi-conducteurs) | Renchérissement des produits importés pour les consommateurs américains (les ménages ont subi la hausse des prix due aux tarifs) <sup>10</sup> . Perte d'emplois industriels aux États-Unis (jusqu'à 245 000 emplois perdus selon une étude) <sup>11</sup> . Perturbation des chaînes d'approvisionnement incitant des délocalisations vers d'autres pays (ex : production de smartphones déplacée en partie de Chine vers le Vietnam) <sup>12</sup> . En Chine, ralentissement de certains secteurs exportateurs et stimulation d'une industrialisation technologique autonome, avec un coût initial pour les entreprises chinoises frappées par les sanctions américaines. |

Ce tableau comparatif illustre divers scénarios de guerre économique et leurs répercussions principales sur la société civile. On y voit que malgré des contextes différents – embargo total, sanctions financières ciblées, guerre commerciale tarifaire –, des **thèmes communs** émergent : détérioration du niveau de vie, atteintes aux droits fondamentaux (santé, alimentation), migration accrue, et résultats politiques souvent mitigés. Ces exemples confirment la nécessité d'une analyse globale, au-delà de chaque cas particulier, pour comprendre comment la guerre économique transforme les sociétés.

## Approches théoriques : regards croisés histoire, économie politique, relations internationales et sociologie

L'étude des **répercussions de la guerre économique** mobilise plusieurs disciplines, dont chacune apporte un éclairage complémentaire :

– **Histoire** : L'historien replacera la guerre économique dans la longue durée, y voyant une nouvelle incarnation du blocus ou du siège d'antan. Il notera par exemple que les souffrances infligées aux civils rappellent les pires épisodes de blocus historiques (comme le siège de Leningrad), même si aujourd'hui l'assaut se fait via les banques plutôt que l'artillerie. Il soulignera aussi l'évolution des mentalités : ce qui était accepté au début du XXe siècle (faire « suffoquer » une nation pour la soumettre, selon Wilson <sup>51</sup>) est de plus en plus contesté par la communauté internationale sur le plan moral un siècle plus tard.

– **Économie politique et relations internationales** : Du point de vue de l'**économie politique internationale**, la guerre économique est un instrument de « **puissance structurelle** » – c'est-à-dire la capacité de certains États à modeler l'environnement économique mondial selon leurs intérêts. Les théoriciens réalistes y verront le prolongement naturel de la lutte de puissance par d'autres moyens (hard power déguisé en power économique). On parle de « **géo-économie** » pour décrire cette stratégie consistant à utiliser le levier économique plutôt que militaire pour asseoir ses objectifs géostratégiques. Edward Luttwak, stratège américain, décrivait dès 1990 le glissement de la géopolitique vers la géo-économie, où la compétition se fait sur les marchés plutôt que les champs de bataille – l'exemple de la rivalité USA-Japon dans les années 1980 en fut une préfiguration. Les libéraux, en revanche, attirent l'attention sur le fait que cette instrumentalisation de l'économie **sape les règles du libre-échange et de la coopération internationale** établies après 1945, et peut conduire à un système moins optimal pour tous. Effectivement, le risque d'une **fragmentation en blocs hostiles** est analysé avec inquiétude : le FMI parle de « *fragmentation géo-économique* », et note qu'un monde scindé en deux blocs avec barrières entraînerait de lourdes pertes de PIB global <sup>16</sup>. Par ailleurs, en droit international, la prolifération des sanctions unilatérales américaines pose question car elles **outrepassent le cadre onusien** (considéré comme plus légitime) – d'où les critiques de certains pays et juristes sur le caractère « illégal » de sanctions extraterritoriales (imposées sans mandat de l'ONU, violant selon eux le principe de non-ingérence). Les institutions financières internationales (Banque mondiale, etc.) s'inquiètent aussi du fait que les sanctions de grande ampleur freinent la réalisation des Objectifs de développement (éradication de la pauvreté, etc.), car des pays entiers voient leur économie asphyxiée, ce qui va à l'encontre de l'idée de développement inclusif mondial.

– **Sociologie et anthropologie** : Le sociologue mettra l'accent sur la **réorganisation de la société** sous la contrainte économique extrême. On l'a mentionné : de nouvelles classes sociales émergent (ceux qui profitent du marché noir vs. la majorité qui s'appauvrit), les rapports de pouvoir se redéfinissent (renforcement de l'armée ou d'élites économiques opportunistes). La **confiance sociale** est souvent ébranlée – par exemple, quand les biens de première nécessité manquent, la solidarité peut laisser place à la compétition pour la survie, ou au contraire la communauté peut se resserrer en organisant l'entraide (les deux dynamiques coexistent souvent). Un concept pertinent est celui de « **résilience sociale** » : comment les communautés s'adaptent, innovent, font preuve de créativité pour survivre

(jardins urbains à Cuba pour pallier la pénurie alimentaire, systèmes D de recyclage et réparation, etc.). L'anthropologie, de son côté, examine les **expériences vécues au quotidien** sous sanctions : comment le temps est vécu (les longues files d'attente, l'ennui forcé du chômage), comment les récits de souffrance ou de résistance circulent, comment les individus négocient leur moralité (par exemple, participer à la contrebande devient-il acceptable aux yeux de la société ? Souvent oui, par nécessité). En Iran, des ethnographes ont montré que les sanctions de longue durée ont **transformé la culture matérielle et les comportements** : généralisation du recyclage, nouvel attrait pour les produits locaux faute d'importations, mais aussi rancœur internalisée et cynisme politique chez la jeunesse <sup>52</sup> <sup>53</sup> . Sur le plan de la **société civile**, il est frappant de constater que les sanctions tendent à **réduire l'espace civique** : associations, ONG, médias indépendants manquent de financements et subissent la censure accrue du régime qui profite du contexte. Paradoxalement, pour certains sociologues, cela peut avoir un **effet inattendu** : la société civile s'internationalise hors des frontières – par exemple, une « **société civile russe en exil** » est en train de se constituer avec les centaines de milliers de Russes éduqués ayant fui depuis 2022, qui tentent d'influencer de l'extérieur (ils animent des médias indépendants depuis la Lettonie ou l'Allemagne, des ONG russes opérant depuis l'étranger, etc.). Ce phénomène interroge : la guerre économique pourrait aboutir à des **nations éclatées** où l'opposition civile se trouve en diaspora, tandis que l'intérieur reste verrouillé par l'autocratie (cas aussi du Belarus, très sanctionné, dont l'opposition vit à Vilnius ou Varsovie).

– **Éthique et droits** : Enfin, le débat théorique ne serait pas complet sans évoquer la dimension éthique. Beaucoup de chercheurs en philosophie politique comparent aujourd'hui la guerre économique à une forme de **violence structurelle**. Si l'on applique les principes de la « guerre juste », peut-on considérer les sanctions massives comme justes alors qu'elles tuent des innocents par privation ? Certains arguent que les sanctions devraient obéir aux mêmes critères que l'usage de la force : proportionnalité, discrimination (ne cibler que les coupables), dernier recours. À l'aune de ces critères, les sanctions générales échouent clairement – d'où l'effort vers des sanctions ciblées plus morales. Mais, nous l'avons vu, *même ciblées, elles causent des dommages collatéraux* <sup>6</sup> . Cela pose un dilemme aux démocraties occidentales qui promeuvent les droits humains mais recourent aux sanctions : comment concilier les deux ? C'est un point soulevé y compris en Europe : Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'UE, a averti en 2023 que « *des sanctions sans précision deviennent indéfendables moralement* » <sup>54</sup> , appelant à affiner la mire. Des organisations comme Human Rights Watch ont documenté « *la réduction de l'accès à l'insuline et aux traitements du cancer en Iran à cause des sanctions* », ou « *la hausse de la malnutrition infantile au Venezuela à cause des blocages financiers* », autant de situations où l'application rigide de sanctions se heurte au principe humanitaire <sup>31</sup> . Le droit international humanitaire (pensé pour les conflits armés) ne couvre pas vraiment ces cas de guerre économique, ce qui laisse un vide normatif. Des auteurs suggèrent de développer un « *droit des sanctions* » qui imposerait par exemple une évaluation d'impact humanitaire ex ante et un suivi indépendant ex post des effets des sanctions, avec ajustement si elles causent trop de tort aux civils. Pour l'heure, ce n'est pas systématique.

En résumé de cette perspective théorique pluridisciplinaire, on voit que la guerre économique, en tant qu'objet d'étude, se situe au **carrefour de multiples enjeux** : lutte de puissance internationale, justice globale, transformations sociales internes, mémoire et résilience culturelles... Cela en fait un sujet particulièrement complexe à appréhender, mais dont la compréhension est cruciale à l'heure où ces outils économiques sont de plus en plus employés.

## Conclusion

L'analyse menée tout au long de ce rapport met en lumière une réalité sans ambiguïté : **la guerre économique, souvent présentée comme « plus humaine » qu'un conflit armé, inflige aux sociétés civiles des blessures profondes et multiformes**. Certes, les bombes et les balles ne tombent pas, mais la souffrance qu'elle engendre – faim, maladie, pauvreté, angoisse, exil – peut être tout aussi



dévastatrice et durable. De La Havane à Téhéran, de Moscou à Caracas, les populations ont fait l'expérience amère que les grands affrontements géopolitiques, lorsque déplacés sur le terrain économique, se traduisent par des vies quotidiennes brisées ou diminuées : **enfants sous-alimentés, hôpitaux sans médicaments, travailleurs sans emploi, familles dispersées, jeunesses désespérées**

31 32 .

Du point de vue **politique**, les exemples contemporains montrent en outre que les **objectifs affichés de la guerre économique sont rarement atteints** de manière nette. Cuba n'a pas renoncé au socialisme ni restauré la démocratie sous la pression de l'embargo (après plus d'un demi-siècle) <sup>55</sup> <sup>34</sup> . L'Iran n'a pas cessé ses activités régionales ni capitulé sur son programme nucléaire (même s'il y eut un accord partiel en 2015, il a été remis en cause ensuite). La Russie n'a pas fait volte-face en Ukraine malgré des sanctions sans précédent – son économie souffre, mais le régime reste en place et poursuit sa politique, tandis que la population russe s'adapte tant bien que mal. Dans le cas de la guerre commerciale sino-américaine, le déficit commercial global des États-Unis ne s'est pas réduit et la Chine n'a concédé que peu de changements structurels <sup>56</sup> <sup>57</sup> . Ces **demi-échecs** s'expliquent par plusieurs facteurs : la capacité de résilience et de contournement des États sanctionnés (alliances alternatives, marchés noirs, etc.), le « **ralliement patriotique** » qui peut faire supporter de grands sacrifices à une population au nom de la fierté nationale, et parfois tout simplement l'erreur de calcul (cibler un pays renforce la mainmise de ses dirigeants, leur donnant moins de raisons de céder). Il existe certes quelques **succès relatifs** attribués aux sanctions – l'exemple classique étant l'Afrique du Sud de l'apartheid, où l'isolement économique a concouru à la transition politique, ou encore la pression sur l'Iran qui a facilité la conclusion de l'accord nucléaire JCPOA en 2015. Mais souvent, ces sanctions faisaient partie d'un arsenal plus large, et leur levée fut offerte en échange d'accords – on retrouve l'idée qu'au bout du compte, il a fallu **négocier**, la sanction n'ayant pas *par elle-même* réglé le problème.

Ainsi, au vu de l'**efficacité incertaine** des guerres économiques et de leurs **coûts humains certains**, de plus en plus de voix s'élèvent pour appeler à réévaluer l'usage de ces outils. Des diplomates, des ONG, des chercheurs suggèrent de développer des approches alternatives : par exemple, remplacer l'embargo par des **incitations conditionnelles** (levée progressive des sanctions en échange de gestes vérifiables) plutôt que d'attendre un effondrement hypothétique du régime <sup>58</sup> . **Renforcer la société civile** du pays ciblé plutôt que de l'affaiblir pourrait s'avérer plus efficace pour favoriser le changement : c'est l'argument de ceux qui prônent l'**engagement diplomatique accompagné d'aide humanitaire** plutôt que l'isolement punitif <sup>59</sup> <sup>60</sup> .

D'un point de vue plus large, la dérive vers la « guerre économique totale » entre grandes puissances fait craindre une **remise en cause de la mondialisation** qui a porté la croissance des dernières décennies. Une fragmentation permanente en blocs étanches signifierait moins d'opportunités de développement pour de nombreux pays, et possiblement une escalade des tensions – car l'histoire l'enseigne, des blocs économiques hostiles peuvent, à terme, déboucher sur des conflits ouverts. Pour éviter ce scénario, **le multilatéralisme et le dialogue international** doivent reprendre le dessus. L'enjeu est de parvenir à **réguler l'usage des sanctions et autres armes économiques**, de sorte qu'elles ne punissent pas collectivement des peuples entiers. L'introduction de *clauses humanitaires robustes*, la supervision par l'ONU de l'impact des sanctions, ou la recherche d'**alternatives créatives (diplomatie, arbitrage, mécanismes de sécurité collective)** sont des pistes à approfondir.

En conclusion, si l'adage dit que « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* », la guerre économique apparaît, elle, comme la **continuation de la guerre par des moyens prétendument pacifiques** – un paradoxe lourd de conséquences. Moins visible qu'un bombardement, un embargo prolongé peut tout autant **anéantir une génération**. Les répercussions sur la société civile mondiale détaillées dans ce rapport invitent à une prise de conscience : **faire la guerre par l'économie n'est pas un acte anodin ou bénin**, c'est engager une forme de violence qui doit être strictement

encadrée et utilisée en dernier ressort. Face aux défis éthiques et stratégiques qu'elle pose, la guerre économique du XXI<sup>e</sup> siècle nécessite un débat international ouvert et informé, où la voix des sociétés civiles – premières victimes collatérales – doit être entendue. En un mot, il s'agit de réhabiliter l'objectif fondamental : résoudre les conflits **sans sacrifier les peuples**, que ce soit sous les bombes ou sous le joug de la pénurie. Ce n'est qu'à cette condition que le « remède » de la pression économique cessera d'être pire que le mal qu'il prétend combattre <sup>61</sup> <sup>60</sup> .

---

<sup>1</sup> <sup>3</sup> <sup>29</sup> <sup>41</sup> <sup>49</sup> <sup>51</sup> <sup>52</sup> <sup>53</sup> Introduction: Studying the Impacts of Economic Sanctions in Iran: Everyday Life, Power, and Foreign Policy

<https://humanityjournal.org/wp-content/uploads/2024/01/Iran-Dossier-Intro.pdf>

<sup>2</sup> <sup>5</sup> <sup>6</sup> <sup>7</sup> <sup>27</sup> <sup>28</sup> <sup>32</sup> <sup>38</sup> <sup>39</sup> <sup>40</sup> <sup>47</sup> <sup>48</sup> <sup>61</sup> The Violence of Non-Violence: A Systematic Mixed-Studies Review on the Health Effects of Sanctions - PMC

<https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC9975820/>

<sup>4</sup> <sup>20</sup> <sup>21</sup> <sup>24</sup> <sup>30</sup> <sup>31</sup> <sup>35</sup> <sup>36</sup> <sup>37</sup> <sup>42</sup> <sup>43</sup> <sup>44</sup> <sup>54</sup> Sanctions as civilizational warfare

<https://africasacountry.com/2025/05/sanctions-as-civilizational-warfare>

<sup>8</sup> <sup>9</sup> <sup>12</sup> Four years into the trade war, are the US and China decoupling? | PIIE

<https://www.piie.com/blogs/realtime-economics/2022/four-years-trade-war-are-us-and-china-decoupling>

<sup>10</sup> The Economic Impacts of the US-China Trade War

[https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w29315/w29315.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w29315/w29315.pdf)

<sup>11</sup> <sup>56</sup> <sup>57</sup> How Trump's Tariffs Really Affected the U.S. Job Market | Carnegie Endowment for International Peace

<https://carnegieendowment.org/china-financial-markets/2021/01/how-trumps-tariffs-really-affected-the-us-job-market?lang=en>

<sup>13</sup> <sup>14</sup> <sup>15</sup> <sup>16</sup> <sup>17</sup> <sup>18</sup> <sup>19</sup> <sup>25</sup> Les superpuissances tournent le dos au libre-échange

<https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2023/06/superpowers-are-forsaking-free-trade-ngaire-woods>

<sup>22</sup> <sup>23</sup> <sup>50</sup> Impact of sanctions on the Russian economy - Consilium

<https://www.consilium.europa.eu/en/infographics/impact-sanctions-russian-economy/>

<sup>26</sup> <sup>33</sup> <sup>34</sup> <sup>46</sup> <sup>55</sup> <sup>58</sup> <sup>59</sup> <sup>60</sup> Assessment of the Impact of US Sanctions on Cuba: A Counterproductive Approach? - The European Institute for International Relations

<https://www.eiir.eu/publications/assessment-of-the-impact-of-us-sanctions-on-cuba-a-counterproductive-approach/>

<sup>45</sup> 666000 Russians have emigrated since early 2022 – The Bell

<https://www.intellinews.com/666-000-russians-have-emigrated-since-early-2022-the-bell-333948/>